

*Pouvoir d'emprunt—Loi*

[Français]

**M. Lapierre:** Monsieur le président, je voudrais dans le cadre de ce débat sur le pouvoir d'emprunt . . .

**L'Orateur suppléant (M. Blaker):** J'ai fait une erreur, je ne sais pas si l'honorable député invoquait le Règlement ou s'il voulait participer au débat.

**M. Lapierre:** Je veux participer au débat, monsieur le président.

**L'Orateur suppléant (M. Blaker):** Alors la parole est à l'honorable député de Fraser Valley-Est (M. Patterson) qui a le droit de répondre au rappel au Règlement.

[Traduction]

**M. Patterson:** Monsieur l'Orateur, mon collègue, l'honorable député d'Etobicoke-Centre (M. Wilson), a certes mis de l'avant certaines propositions très intéressantes. J'ai aussi dit qu'un changement d'attitude et de mentalité s'imposait si nous voulions que le secteur privé soit à même de fonctionner et de jouer son rôle. Le gouvernement n'a pas pour tâche de faire des affaires, mais plutôt de créer un climat dans lequel le secteur privé puisse se développer et remplir son rôle. S'il y arrive, le secteur qui fournit plus de 60 p. 100 des emplois au pays, c'est-à-dire la petite et la moyenne entreprise, aura la chance de jouer son rôle. C'est une des meilleures façons de relancer l'économie. Si nous réussissions à susciter l'espoir et l'empressement, autrement dit à créer un climat de confiance chez les investisseurs, nous nous rendrions alors compte que nous avons commencé à régler nos problèmes économiques.

**Des voix:** Bravo!

[Français]

**M. Jean Lapierre (secrétaire parlementaire du secrétaire d'État):** Monsieur le président, je voudrais ce soir dans le cadre du débat sur le pouvoir d'emprunt parler d'un sujet qui, je crois, est d'un grand intérêt pour tous les Canadiens, il s'agit en fait d'un sujet dont on n'entend pas tellement parler à la Chambre par nos collègues d'en face, sauf la seule fois dont je me rappelle que nos collègues d'en face en ont parlé, c'était à la veille du vote sur le leadership de leur chef, soit la jeunesse. Et cela me passionne d'en parler et surtout de voir qu'il y a certains éminents députés d'en face qui vont se rappeler le spectacle qu'ils avaient monté au moment du vote sur le leadership où il y avait des délégations de jeunes conservateurs et à chaque question, c'était «supposément» un jeune député qui se levait, posait les questions sur les sujets intéressants les jeunes, se rassoyait, et c'était la chaise musicale pendant toute la période de questions, et cela remonte à l'année dernière et on n'en a plus entendu parler depuis. Et je pense que cela a contribué à créer et à consolider tant peu soit-il la position de leur chef, mais depuis ce temps-là ils ont oublié le secteur jeunesse à qui pourtant le chef de l'opposition doit sa tête. Nous sommes de plus en plus conscients, je pense, que de temps à autre il se produit un changement dans les valeurs de la société, notamment dans l'éducation, le travail, les loisirs. Par

conséquent, le gouvernement doit de temps à autre aussi rajuster son tir et remettre à jour ses activités et programmes. Je voudrais au cours de ce débat passer en revue quelques-uns des grands problèmes auxquels les jeunes Canadiens d'aujourd'hui doivent faire face.

● (2040)

Tout d'abord je pense que le secteur qui nous intéresse le plus est celui de l'emploi, parce que c'est véritablement un domaine clé et la priorité de tous les jeunes Canadiens qui doivent sortir des écoles et se retrouver sur un marché du travail très difficile à ce moment-ci. Étudiants, parents, éducateurs, gouvernements, tous s'interrogent sérieusement sur la façon dont les jeunes sont préparés à la vie et au travail. Depuis une vingtaine d'années, le niveau moyen de scolarité a considérablement augmenté au Canada. En 1961, par exemple, environ 75 p. 100 des jeunes avaient fait des études secondaires comparativement à plus de 90 p. 100 en 1981. Mais cela ne veut pas dire pour autant que nous avons résolu tous les problèmes des jeunes en leur facilitant l'accès à l'éducation.

Dans un récent rapport, l'OCDE notait que, à l'époque où la grande majorité des jeunes quittaient l'école vers le même âge, ceux qui venaient des classes défavorisées étaient socialement et économiquement moins désavantagés qu'aujourd'hui alors que l'on insiste tant sur le certificat ou le diplôme. L'OCDE note que les moins instruits viennent encore en grande partie des classes défavorisées, et conclut que dans certains cas le système d'éducation peut même aggraver le handicap dont souffrent ces personnes au départ.

L'étude de l'OCDE porte certainement sur plusieurs pays et non uniquement sur le Canada. Mais il n'en demeure pas moins que nous devons tous tenir compte de ces conclusions. La société en général et les gouvernements en particulier doivent veiller à ce que les jeunes ne soient pas évalués seulement en fonction du nombre de diplômes décrochés ou d'années d'études effectuées, mais aussi selon leur apport à la société. En effet, ces jeunes Canadiens donnent à la société ce qui leur est propre: l'idéalisme, l'enthousiasme, l'initiative, l'idéalisme, toutes ces vertus qu'on ne retrouve pas en face, ce mélange de qualités qui nous a valu, par exemple, un Terry Fox. Est-il besoin de citer un autre exemple que celui-là? Pour moi, si nous avons pu avoir un héros de ce calibre, c'est justement à cause de cet idéalisme, de cet enthousiasme, de cet esprit d'initiative qu'on trouve chez les jeunes peut-être davantage que chez tout autre groupe. Donc, puisque la jeunesse a de l'enthousiasme et de l'idéalisme à revendre, que faisons-nous et que pouvons-nous faire pour y donner libre cours? De toute évidence, il faut commencer par l'éducation. En particulier, il faut veiller à ce que tout le monde puisse avoir accès à l'enseignement supérieur et que les étudiants puissent se déplacer d'une province à l'autre sans trop de tracasseries administratives.